



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1299
15 janvier 1979
FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
trente-cinquième session
Point 22 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
SUR SA TRENTE ET UNIEME SESSION

Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes
leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques
esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social du 31 mai 1968, le Secrétaire général a établi, en consultation avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, une liste d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes, dont les Etats soucieux de mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, pourraient demander les avis. Cette liste a été approuvée par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-septième session ¹/ et transmise aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.
2. Au paragraphe 15 de la résolution 6 B (XXXI) du 13 septembre 1978, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a prié le Secrétaire général "de mettre à jour la liste d'experts établie conformément à la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social, du 31 mai 1968".
3. En conséquence, dans une lettre du 30 novembre 1978, le Secrétaire général a invité tous les Etats Membres à lui communiquer, si possible avant le 31 décembre 1978, le nom et le curriculum vitae de toutes les personnes qu'ils pourraient souhaiter voir figurer sur la liste d'experts mise à jour, afin que le Secrétaire général puisse soumettre cette liste à la Commission des droits de l'homme à sa trente-cinquième session.

¹/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquantième session, Supplément No 4 (E/4949), par. 303 à 305.

4. On trouvera dans le présent document le nom et le curriculum vitae des personnes désignées par des gouvernements pour figurer sur la liste d'experts mise à jour et pour lesquelles ces renseignements sont parvenus au Secrétaire général avant le 15 janvier 1979 2/. Les candidatures qui lui parviendraient après cette date figureront dans des additifs au présent document.

2/ Un astérisque (*) placé avant un nom indique que le nom de la personne en question figurait sur la liste d'experts approuvée par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-septième session.

M. Jacob AANO (Norvège)

Né le 10 avril 1920 à Sauda (Norvège).

Cand. philol. (Licence ès lettres avec mention), Université d'Oslo, 1948.

Directeur d'école secondaire, Norvège, 1949 à 1959.

Certificat d'études universitaires supérieures en pédagogie, Université de Londres, 1959.

Directeur d'une école secondaire en Tanzanie, 1959 à 1963.

Reporter indépendant pour la Société norvégienne de radiodiffusion, en Afrique orientale et en Afrique centrale, 1959 à 1963.

Président de la Société anti-esclavagiste, section norvégienne, depuis 1967.
(Membre du General Committee de l'Anti-Slavery Society for the Protection of Human Rights, Londres.)

Nombreux articles publiés sur des sujets littéraires et culturels, ainsi que sur des questions africaines. Rédacteur en chef du périodique "IDE" et auteur d'ouvrages sur des questions politiques.

Membre du Parlement (Stortinget) depuis 1965.

Membre de la délégation norvégienne à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1967 et 1970.

Membre de la délégation norvégienne à la North Atlantic Assembly de 1965 à 1970.

Représentant auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis avril 1970. Vice-Président de la Commission de la culture et de l'éducation.

M. Khaled Mohamed AL-KHATIR (Qatar)

M. Al-Khatir a représenté l'Etat du Qatar à de nombreuses conférences arabes et internationales comme les conférences des pays non alignés, les conférences de chefs d'Etat de pays arabes et les conférences islamiques. Il a aussi participé en 1975 à l'Assemblée générale des Nations Unies.

M. Al-Khatir travaille au Ministère des affaires étrangères depuis qu'il a obtenu son diplôme à la Faculté des sciences économiques en 1973 et, il a été nommé Directeur du Département des affaires économiques de ce ministère, en 1975.

M. Asbjørn ELDE (Norvège)

Né le 11 février 1933 à Voss (Norvège).

Cand. Jur. (Doctorat en droit) à la Faculté de droit de l'Université d'Oslo, 1960.

Chargé de cours puis boursier de recherche à l'Institut de droit international public de l'Université d'Oslo.

Titulaire d'une bourse Rockefeller en matière d'organisation internationale, School of International Affairs, Columbia University (New York) 1966-1967.

Directeur de recherche à l'Institut international de recherche consacrée à la paix, Oslo, depuis 1970.

Directeur général de l'Institut international de recherche consacrée à la paix en 1970 et 1974.

Secrétaire général de l'Association internationale de recherche consacrée à la paix, de 1971 à 1975.

Auteur d'ouvrages sur le maintien de la paix par les Nations Unies et sur la protection internationale des droits de l'homme. Auteur de nombreux articles scientifiques et autres sur des sujets relatifs au maintien de la paix, au pacifisme, aux droits de l'homme et au droit international en général.

* M. Karl Göthe Stig JOHANSSON (Suède)

Né le 15 février 1917 dans la paroisse de Järeda, département de Kalmar, dans la province de Småland, Suède.

Marié et père d'une fille de 25 ans.

Profession : Employé par la police suédoise depuis le 21 janvier 1943 et attaché à la police d'Örebro depuis le 1er juillet 1955.

Diplômes : Ecole primaire supérieure; "Ecole royale"; Collège libre (section lettres); Ecole civile d'aviation (brevet d'aptitude et licence de pilote); Cours militaires en service militaire d'étudiants; Ecole de police ordinaire; Ecole supérieure de police pour officiers de police; stage de trois mois en 1953 à la police judiciaire à Paris.

Langues étrangères : Français, anglais, allemand, danois et norvégien.

Activités internationales : Pendant la guerre au service de la police de Trelleborg, chargé d'accueillir et d'aider des personnes et des militaires de nationalités différentes, qui s'étaient évadés des camps de concentration et des camps de prisonniers d'Allemagne.

Service ONU au Congo en 1961-1962 (six mois) comme premier lieutenant et à Chypre en 1964 (quatre mois) comme officier de police.

M. Shiferaw Wolde MICHAEL (Ethiopie)

Date de naissance : 26 juin 1944
Lieu de naissance : Shoa (Ethiopie)
Etat civil : Marié - 2 enfants
Formation : Licence en droit LL.M. (1974), Faculté de droit de la Columbia University, New York
Licence en droit LL.B. (1970), Université Hailé Selassié I (maintenant Université d'Addis-Abéba)
Rédacteur en chef adjoint du Journal of Ethiopian Law

Activités

professionnelles : Chef du Service juridique du bureau du Président du Conseil des ministres
Chef du Service juridique du Conseil suprême récemment créé pour le développement national révolutionnaire et la planification centrale
Membre du Comité juridique (permanent) du Conseil des ministres
Nov. 1977-
Oct. 1978 : Chef du Département juridique du Ministère des affaires juridiques et de la justice
Nov. 1975-
Nov. 1977 : Conseiller au Ministère des affaires juridiques et de la justice
Oct. 1974-
Nov. 1975 : Conseiller juridique auprès de l'Office éthiopien de l'électricité
1971-1972 : Expert juridique à l'ex-bureau du Premier Ministre
1970-1971 : Procureur général à la Cour suprême d'Ethiopie
1978 : Membre du Comité chargé d'étudier et d'élaborer le "droit éthiopien de la fonction publique"
1976-1978 : Membre de la Commission éthiopienne pour la réforme du droit
1976-1978 : Membre du Comité chargé des questions relatives à la nationalité et aux étrangers
Depuis 1975 : Chargé de cours à temps partiel à la Faculté de droit de l'Université d'Addis-Abéba.

*M. Olof G. TANDBERG (Suède)

Né à Stockholm le 7 janvier 1932. Marié en 1960 et père de deux enfants. Admis sur examen à l'Université de Stockholm en 1952; diplôme d'études américaines en 1953; doctorat en philosophie (Université de Stockholm) en 1962.

Publications : "The Universities of South Africa" (les universités d'Afrique du Sud), monographie établie d'après des recherches collectives faites en Afrique du Sud et décrivant la situation des étudiants non européens, COSEC, Leyde (Pays-Bas), 1957.

"What is race ?" (Qu'est-ce que la race ?), mémoire publié pour l'International Student Conference Seminar on Racialism, Collège de Makerere (Ouganda), 1961.

"The University's Role in Community Development" (Le rôle de l'université dans le développement communautaire), mémoire publié pour le World University Service Seminar, University College of Rhodesia and Nyassaland, Salisbury, 1961.

Un certain nombre de brochures et d'opuscules sur l'Afrique du Sud et l'apartheid, à l'intention d'organisations de jeunes, d'étudiants, de l'Institut suédois des affaires internationales (par exemple "l'ONU et l'Afrique du Sud").

Thèse : "Les groupes minoritaires indiens au Kenya", Faculté de géographie, Université de Stockholm, 1962.

"Brun mans Afrika" (la situation des groupes minoritaires indiens dans l'Afrique post-coloniale), Stockholm, 1968.

Activités dans des NGO : Cofondateur des organisations non gouvernementales suivantes : Comité suédois pour l'Afrique du Sud, Comité suédois pour le Sud-Ouest africain, la section suédoise d'Amnesty International et le Comité suédois pour les Kurdes.

Membre du Conseil du Fredshögskolan (Collège de la paix) et de l'Afro-Art (organisation sans but lucratif pour la promotion de l'artisanat africain en Suède).

Activités professionnelles : Chef de département au Ministère de l'éducation

Chargé de cours sur l'Afrique à la Faculté de géographie de l'Université de Stockholm

Secrétaire général de la Commission nationale suédoise pour l'UNESCO.

Actuellement, Secrétaire chargé des relations internationales à l'Académie royale des sciences, à Stockholm.